

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

PORTUGAL

AOUT 1964

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET
DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PARIS

PORTUGAL

STATISTIQUES DE BASE

LE PAYS

Superficie (milliers de km ²)	91,971	Villes principales (habitants en 1960)	
Superficie agricole (milliers de km ²)...	49,400	Lisbonne	802.830
Terres arables (milliers de km ²)	41,300	Porto.....	303.424

POPULATION

Population totale (recensement de 1960)	8.889.392	Main-d'œuvre totale (recensement de 1960)	3.424.000
Densité au km ²	97	Emploi total (1960)	3.272.000
Accroissement naturel net (moyenne 1958-1962)	119.207	Emploi dans l'agriculture	1.446.000
Taux d'accroissement annuel net par 1.000 habitants (moyenne 1958-1962)....	13,5	Emploi dans l'industrie	859.000
		Emploi dans les services	867.000
		Emigration nette moyenne (1958-1962)	31.051

PRODUCTION

Produit national brut en 1962 (millions d'escudos)	78.897	Origine du produit intérieur brut en 1963 :	
Produit national brut par habitant (en dollars des Etats-Unis)	305	Agriculture, sylviculture et pêche	22,9
		Industrie et construction	37,4
		Services	39,7

L'ÉTAT

Consommation publique en 1962 (en % du produit national brut)	15	Recettes courantes de l'Administration centrale (en % du produit national brut) (1962)	15
Formation brute de capital fixe de l'Etat en 1962 (en % de la formation brute de capital fixe)	13	Dette publique interne par rapport aux recettes courantes de l'Administration centrale (1962)	142

NIVEAU DE VIE

Calories par habitant et par jour en 1962.	2.610	Nombre de récepteurs de radio par 1.000 habitants (1961)	101
Consommation de viande (kg par an par habitant)	20	Nombre de téléphones par 1.000 habitants (1962)	50
Nombre de voitures de tourisme par 1.000 habitants (1962)	20	Taux d'analphabétisme de la population âgée de 7 ans et plus en 1950	40,4

COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de biens et services en 1962 (en % du P.N.B.)	19	Importations de biens et services en 1962 (en % du P.N.B.)	24
Principaux produits exportés en 1963 (en % des exportations totales)		Principaux produits importés en 1963 (en % des importations totales) :	
Produits agricoles	27	Produits agricoles	16
dont : produits de la pêche	11	Matières et produits textiles	17
Matières premières	17	Produits minéraux	12
dont : liège et bois	11	Métaux communs et produits métallurgiques	11
Matières et produits textiles	27	Machines, appareils, instruments et moyens de transport	29
Articles manufacturés en liège	7		

LA MONNAIE

Unité monétaire : escudo	Escudos par dollar des Etats-Unis	28,75
--------------------------	-----------------------------------------	-------

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

PORTUGAL

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'organisation de Coopération et de Développement Économiques a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, par les membres de l'Organisation Européenne de Coopération Économique, ainsi que par le Canada et les États-Unis. Aux termes de cette Convention, l'O.C.D.E. a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale;*
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique;*
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.*

La personnalité juridique que possédait l'Organisation Européenne de Coopération Économique se continue dans l'O.C.D.E., dont la création a pris effet le 30 septembre 1961.

Les membres de l'O.C.D.E. sont : la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

Ce document a été approuvé
par le Comité d'Examen des Situations Économiques
et des Problèmes de Développement
en août 1964.

TABLE DES MATIÈRES

I. LA SITUATION ÉCONOMIQUE ACTUELLE	5
Tendance générale de la production et de la demande	5
Prix et Salaires	8
Monnaie et Crédit	8
Finances Publiques	11
Balance des Paiements	14
II. QUELQUES PROBLÈMES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE .	17
La main-d'œuvre	17
Le Plan de développement	18
Le Plan d'investissements pour 1965-67	20
III. CONCLUSIONS	21
* * *	
ANNEXE STATISTIQUE	25

PAGE BLANCHE

PORTUGAL

1. L'évolution économique générale — les variations de la production agricole mises à part — a été largement déterminée, pendant les dernières années, par l'orientation nouvelle donnée à la politique économique à la suite de la brusque augmentation des dépenses militaires. En 1963, année pendant laquelle l'augmentation du produit national a probablement été inférieure à celle de l'année précédente, les moins bons résultats enregistrés pour la plupart des récoltes ont été le facteur le plus important. Depuis l'automne, la production industrielle, qui s'était ralentie, a commencé à monter de nouveau. Les investissements privés, qui avaient diminué en 1962, ont depuis marqué une reprise mais ils restent probablement assez faibles. La stabilité des prix a été maintenue. Malgré une progression appréciable des exportations, le déficit de la balance commerciale a augmenté en 1963; cependant, les réserves officielles se sont encore accrues, grâce, en partie, au développement du tourisme et aux envois de fonds des émigrants. Un nouveau « Plan d'investissements » pour la période 1965-1967 est en préparation. Ceci devrait offrir l'occasion d'adopter de nouvelles mesures pour faciliter la solution des problèmes que rencontre l'économie, et promouvoir ainsi un taux d'accroissement soutenu du produit national.

I. LA SITUATION ÉCONOMIQUE ACTUELLE

TENDANCE GÉNÉRALE DE LA PRODUCTION ET DE LA DEMANDE

2. Bien que les dépenses pour la défense nationale aient augmenté fortement depuis l'été de 1961, à la suite d'événements intervenus dans les provinces d'outre-mer, l'économie portugaise a connu quelques tendances déflationnistes. Pour faire face aux dépenses supplémentaires et sauvegarder la stabilité financière, le Gouvernement a introduit des relèvements d'impôts qui ont sensiblement augmenté les recettes fiscales. Le freinage de la consommation privée qui en est résulté a été probablement une des raisons du ralentissement de l'accroissement de la production industrielle pendant environ deux ans à partir de l'été 1961. Les investissements privés — spécialement en matériel et en équipement — ont diminué en 1962, et il ne semble pas qu'ils aient augmenté substantiellement depuis. Néanmoins, les investis-

sements publics réalisés dans le cadre du Plan de Développement, ont continué d'augmenter pendant les deux dernières années, tandis que les exportations de biens et services progressaient de façon appréciable.

3. Il n'est pas possible de chiffrer l'évolution générale récente de la production et de la demande; en effet, certaines statistiques fondamentales pour 1963 n'ont pas encore été établies. D'autre part, les comptes nationaux posent d'importants problèmes statistiques¹. Le Tableau 1 récapitule sommairement l'évolution de la production nationale ces dernières années. En 1963, la récolte a été dans l'ensemble inférieure à celle de l'année précédente; il en a été de même de la production de viande et des prises de poisson. La production d'huile d'olive, de fruits et légumes, et l'extraction du liège ont augmenté, de sorte que la valeur totale, à prix constants, de la production de l'agriculture, des forêts et de la pêche n'a sans doute que légèrement diminué. Il est probable que la production industrielle a modérément

TABLEAU 1. L'ACCROISSEMENT DU PRODUIT NATIONAL

Augmentations annuelles en pourcentage.

	MOY- ENNE 1955-59	1960	1961	1962	1963 ^a
<i>P.I.B. aux prix de 1958 :</i>					
1. Agriculture, sylviculture et pêche	-0,3	4,2	-1,4	11,4	-1,4
2. Industrie et construction	5,2	13,8	8,0	3,2	4,8
3. Services	4,9	6,7	10,3 ^b	4,3	3,6
4. Produit intérieur brut au coût des facteurs	3,4	8,8	6,4	5,5	3,7
5. Indice de la production indus- trielle	6,9	9,4	9,5	5,5	n.d.
5a. Indice mensuel ¹ .....	...	5,7	7,8	1,1	4,1

1. Le champ couvert est beaucoup plus restreint que dans le cas de l'indice annuel.

2. dont : l'Administration centrale et la défense + 26,7 %; autres + 6,9 %.

3. Chiffres provisoires.

Source : Données fournies par le Portugal à l'O.C.D.E. et Association Industrielle Portugaise.

augmenté l'année dernière. L'industrie textile a été soutenue par une demande extérieure très élevée; la production de l'industrie chimique a également beaucoup augmenté, mais plusieurs autres branches industrielles se sont moins bien comportées. Le nombre d'appartements achevés a diminué², mais il est probable que d'autres types de cons-

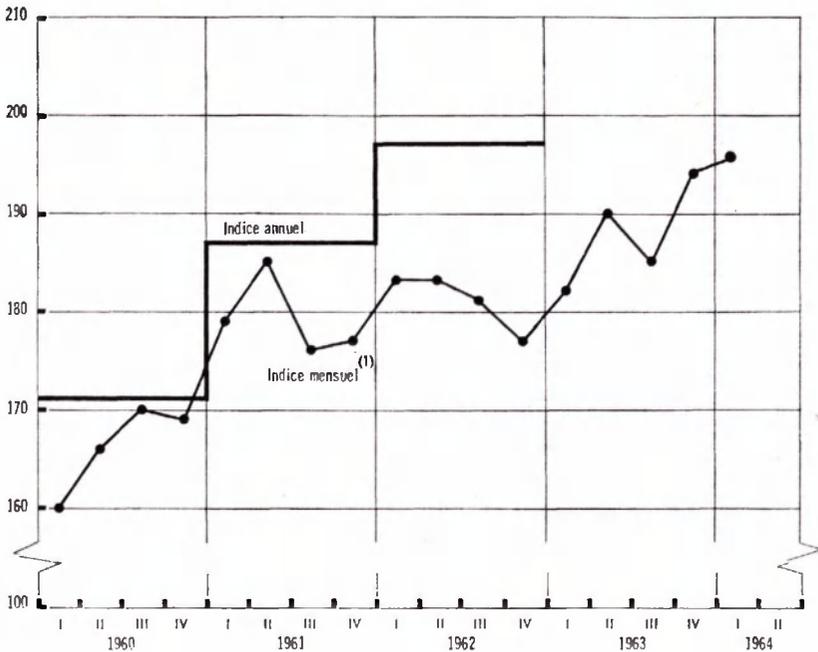
1. Voir la note relative aux tableaux I et II de l'Annexe statistique.

2. La diminution a probablement affecté davantage la construction d'habitations de luxe, à la suite de diverses mesures fiscales prises à cet effet; les crédits spéciaux à la construction d'habitations à bon marché ont en effet augmenté en 1963.

tructions sont en progrès, étant donné que la production de ciment a augmenté et que les statistiques par secteurs des investissements effectués au titre du Plan révèlent un volume plus grand de travaux publics.

4. Plus récemment, il y a eu des indications d'une expansion plus rapide de la production industrielle et de l'activité commerciale. Depuis l'automne de 1963, l'indice mensuel de la production industrielle montre un accroissement relativement rapide : la moyenne du semestre finissant en mars 1964 était de 9 % environ plus élevée que celle du semestre correspondant de l'année précédente. D'autres indications d'une tendance expansionniste plus rapide peuvent être trouvées dans l'expansion constante des crédits bancaires en 1963, alors que les importations de produits non-alimentaires ont augmenté dans des proportions appréciables pendant la période plus récente; pour les quatre premiers mois de 1964, elles étaient supérieures de

Graphique 1. INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
1953 = 100



1. Moyennes trimestrielles, corrigées de variations saisonnières; les indices mensuels ne couvrent qu'environ 40 % de la production industrielle.

Source : Association Industrielle Portugaise.

12 % au chiffre de la période correspondante de l'année précédente. En revanche, autant que l'on puisse juger par les importations de matériel et d'équipement jusqu'au mois d'avril 1964, les investissements productifs globaux ne semblent pas avoir beaucoup progressé. Les estimations préliminaires des récoltes de 1964 font apparaître certaines diminutions (dans la production de céréales, de vin et d'huile d'olive) qui ne seront peut-être pas compensées par l'accroissement prévu d'autres productions agricoles.

PRIX ET SALAIRES

5. Comme on le verra d'après les statistiques de l'Annexe, les prix sont dans l'ensemble restés stables jusqu'aux premiers mois de 1964, bien que les prix alimentaires à la consommation aient eu tendance à monter. Les taux des salaires agricoles ont augmenté en 1963 d'environ 6 %, après avoir subi l'année précédente une hausse substantielle qui était probablement due à une forte demande d'ouvriers agricoles, déterminée elle-même par l'abondance des récoltes. L'indice des salaires industriels à Lisbonne a augmenté d'environ 5 % l'année dernière et de quelque 4 % pendant la période de 12 mois qui a pris fin en mars 1964. Il s'agit d'un indice de salaires révisé (1961 = 100), couvrant les industries manufacturières les plus importantes ainsi que la construction et les transports. Au cours des deux dernières années, des salaires minimaux ont été fixés pour certaines catégories de travailleurs, soit par la signature d'accords collectifs, soit par arrêtés des Autorités.

MONNAIE ET CRÉDIT

6. En 1963, l'excédent de la balance des paiements a été moins important que l'année précédente, mais il a continué d'être un facteur important d'expansion de la liquidité. Le montant total des crédits accordés par le système bancaire (Banques commerciales, Caisses d'épargne et Banque du Portugal) a augmenté de 13,2 % contre 5,6 % en 1962. La masse monétaire a progressé de 11,4 %; comme, d'autre part, l'augmentation des dépôts à terme a été de nouveau très marquée (24,2 %), l'ensemble des disponibilités liquides a augmenté de 15,1 % contre 11,3 % en 1962. Ces taux reflètent, en partie, un renversement par rapport à la situation exceptionnelle de 1961 — par exemple, le retour aux banques des dépôts retirés à cette époque. Les crédits accordés par les seules banques commerciales (escompte et avances) ont fortement augmenté dès la moitié de 1962; au cours de l'année dernière, l'augmentation a été de 18,8 %. La stagnation relative des trois premiers mois de 1964 pourrait n'être que temporaire ou saisonnière. Mais, étant donné que le taux de liquidité des banques est probablement voisin du minimum légal, toute expansion ultérieure du crédit cette année dépendra, en grande partie, de l'existence d'un nouvel excédent de la balance des paiements — à moins que les opé-

rations du secteur public n'aient un effet fortement expansionniste sur la liquidité¹.

TABLEAU 2. MONNAIE ET CRÉDIT
VARIATIONS ANNUELLES

Millions d'escudos.

	1960	1961	1962	1963 ¹	Aug- men- tation en % en 1963
<i>Disponibilités liquides :</i>					
1. Masse monétaire	+3.135	— 229	+3,962	+7.010	11,4
a) Billets en circulation	+ 633	+2.099	+ 832	+ 903	5,6
b) Dépôts à vue	+2.502	—2.328	+3,130	+6.107	16,9
2. Dépôts à terme	+1.608	+ 870	+2,218	+2.224	24,2
3. Total des disponibilités liquides (1 + 2)	+4.743	+ 641	+6,180	+9.234	15,1
<i>Contrepartie :</i>					
1. Avoirs extérieurs	— 155	—2.766	+3,059	+1.051 ^a	4,7
2. Compte F.M.I.	—	+ 431	+ 29	— 11	—
3. « Promissorias »	+ 500	+ 480	+ 241	+ 417	24,6
4. Crédits	+3.486	+2.785	+2,049	+5.127	13,2
5. Provinces d'outre-mer, comptes de compensation ^b	—	—	—	+ 437	...
6. Divers ⁴	+ 912	— 289	+ 802	...	...

1. Chiffres provisoires.

2. Augmentation des réserves en or et en devises de la Banque du Portugal; les variations des avoirs extérieurs des banques commerciales ne sont pas comprises.

3. Le nouveau système de paiements de la zone escudo est entré en vigueur en mars 1963.

4. Poste résiduel.

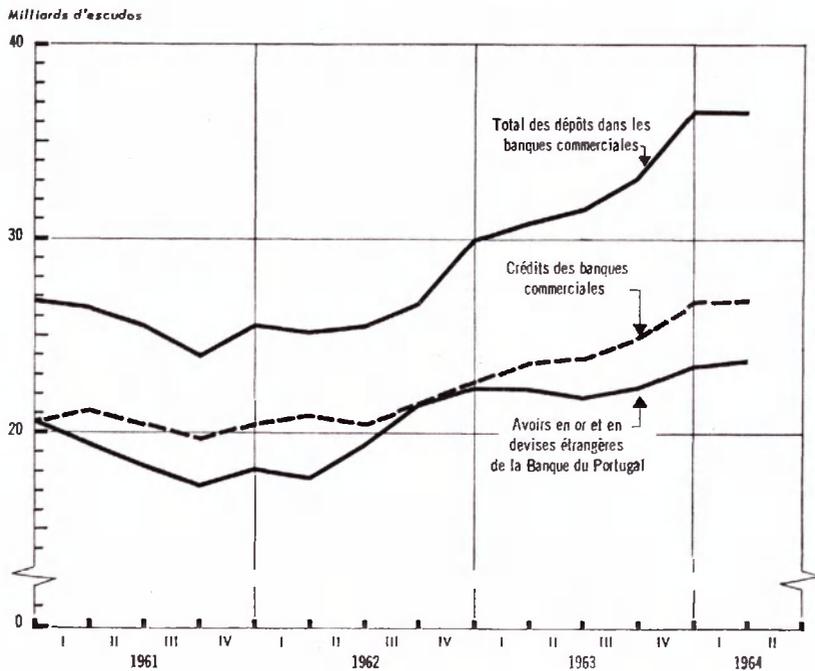
Source : Banque du Portugal.

7. Les crédits des banques commerciales fournissent, en partie, des moyens de financement à moyen et à long terme. Les crédits à moyen et long terme accordés au secteur privé dans la métropole par la Banque Nationale de Développement ont légèrement augmenté dans les deux dernières années et ont atteint environ 710 millions d'escudos. (Ce chiffre représente environ 6 % du volume total des investissements fixes privés, d'après les comptes nationaux); les crédits de même nature consentis par la « Caixa Geral de Depositos » se sont maintenus l'année dernière à environ 650 millions. Il semble à certains signes que les apports de capitaux aux entreprises privées aient diminué en 1963, mais on ne dispose pas de statistiques sur les fonds que ces entreprises se sont procurés sur le marché financier. Les ventes au public d'obligations et d'actions ne jouent pas encore un rôle impor-

1. On ne dispose pas encore d'éléments d'information précis à ce sujet pour 1963.

tant dans le financement du secteur privé, et les groupes à fort revenu montrent traditionnellement une préférence pour les actifs très liquides, l'achat de biens immobiliers et les prêts hypothécaires. Le fait que les emprunts privés contractés à l'étranger ont augmenté en 1963 et qu'ils ont bénéficié de taux d'intérêt plus élevés et de conditions plus favorables que les émissions sur le marché national, appellerait une explication : premièrement, il faut tenir compte du fait que certains prêts extérieurs sont liés à des importations; en second lieu, les dispositions institutionnelles existantes, et la politique suivie par les pouvoirs publics contribuent probablement au maintien de niveaux et de structures des rendements des valeurs mobilières qui, dans les circonstances actuelles, ne peuvent guère encourager les courants de fonds vers le marché des capitaux. Les émissions de fonds d'État, qui ont aussi diminué en 1963, ont été presque totalement absorbées par les banques, les compagnies d'assurances et les institutions de Sécurité Sociale. D'autre part, le secteur public a encore eu largement recours aux emprunts à l'étranger, toutefois dans une mesure moindre qu'en 1962.

Graphique 2. DÉPÔTS, CRÉDITS BANCAIRES ET AVOIRS EXTÉRIERS
CHIFFRES FIN DE PÉRIODE



Source : Banque du Portugal et Institut National de Statistique.

FINANCES PUBLIQUES

8. L'épargne du secteur public (y compris les importants excédents des Caisses de Sécurité Sociale) a été considérable jusqu'en 1960, et supérieure au volume des investissements publics directs. Par la suite, la situation s'est complètement renversée sous l'effet de l'accroissement considérable des dépenses militaires, malgré le surcroît de recettes fiscales produit par les relèvements d'impôts institués en 1961. Le compte des opérations courantes et des investissements du secteur public a fait apparaître un déficit qui a été couvert par le recours à l'emprunt, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur.

9. On pourrait certes penser que cette évolution de la situation budgétaire aurait exercé un effet clairement expansif sur l'économie. De fait, pourtant, elle a été accompagnée d'un ralentissement assez prononcé de l'expansion de la production non agricole, au moins

TABLEAU 3. ÉPARGNE ET INVESTISSEMENT DU SECTEUR PUBLIC

En millions d'escudos.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963 ¹
A. Administration Centrale :						
1. Recettes courantes . . .	8.692	8.915	9.413	10.881	11.712	12.295
2. Dépenses courantes . . .	7.546	8.218	8.721	11.660	12.852	13.709
3. Épargne brute	1.146	697	692	— 779	—1.140	—1.414
4. Formation brute de capital fixe	907	853	911	889	1.024	1.274
5. Épargne moins investissements (3—4)	239	— 156	— 219	—1.668	—2.164	—2.688
B. État (Administrations centrale et locale, institutions autonomes et Sécurité sociale) :						
1. Recettes courantes . . .	12.165	12.663	13.578	15.429	16.592	17.532
2. Dépenses courantes . . .	9.616	10.603	11.331	14.470	15.896	16.988
3. Épargne brute	2.549	2.060	2.247	959	696	544
4. Formation brute de capital fixe	1.363	1.350	1.508	1.627	1.815	2.123
5. Épargne moins investissements (3—4)	1.186	710	739	— 668	—1.119	—1.579

1. Données provisoires.

Source : Données fournies par le Portugal à l'O.C.D.E.

jusqu'en 1962, et probablement jusqu'à l'automne de 1963. Une des raisons de ce phénomène réside dans le fait qu'une assez forte fraction du supplément des dépenses militaires a été effectuée — pendant une certaine période, du moins — en dehors du territoire métropolitain. Or, ces dépenses étaient financées en partie, par des impôts plus élevés, et ceux-ci ont probablement déterminé une contraction de la

TABLEAU 4. BUDGET DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

En millions d'escudos.

	RÉSULTATS					PRÉVISIONS			
	1959	1960	1961	1962	1963 ¹	1961	1962	1963	1964
1. Recettes ordinaires	8.835	9.591	10.812	11.355	12.002	8.238	9.481	9.758	10.305
<i>dont :</i>									
2. Impôts directs	2.870	3.060	3.295	3.419	3.676	2.674	2.839	2.999	3.154
3. Impôts indirects	3.266	3.670	4.272	4.385	4.700	2.686	3.309	3.283	3.476
4. Recettes extraordinaires autres que le recours à l'emprunt	244	335	278	1.274	1.050	893	1.259	1.248	1.055
5. Total des recettes (1+4).....	9.079	9.926	11.090	12.629	13.052	9.131	10.740	11.006	11.360
6. Dépenses civiles courantes	3.923	4.177	4.374	4.527	4.882	4.406	4.508	5.140	5.442
7. Dépenses pour la sécurité intérieure et extérieure	2.890	3.258	5.221	6.117	6.274	3.925	4.504	4.992	5.151
8. Dépenses d'investissements	2.938	3.905	3.852	4.189	4.549	3.450	3.449	4.018	4.190
9. Total des dépenses (6+7+8)	9.751	11.340	13.447	14.833	15.705	11.781	12.461	14.150	14.783
10. Solde courant (5-6-7)	+2.266	+2.491	+1.495	+1.985	+1.896	+800	+1.728	+874	+766
11. Solde global (5-9)	-672	-1.414	-2.357	-2.204	-2.653	-2.650	-1.721	-3.144	-3.423
Financé par :									
12. Dette publique intérieure	699	1.479	2.852	1.267	1.774	2.657	797	2.076	1.698
13. Crédit extérieur	—	—	—	1.287	1.026	—	926	1.070	1.727

(1) Chiffres provisoires.

Sources : Projets de Lois de Finances, Journal Officiel et renseignements fournis par les autorités portugaises.

consommation privée de certaines catégories de produits manufacturés. La diminution des investissements privés dans l'industrie — tendance renforcée par les tensions subies par le marché financier en 1961-62 et par des facteurs extra-économiques — n'a pas été compensée par l'expansion des investissements publics; de plus, en même temps, la construction des logements fléchissait.

10. Certains de ces facteurs déflationnistes ont disparu. Par exemple, les dépenses militaires accrues dans les provinces d'outre-mer donneraient lieu maintenant, avec un certain décalage, à une plus forte demande d'importation de biens et services en provenance de la métropole. De même, le fait que l'utilisation des prêts publics affectés aux provinces d'outre-mer semble avoir augmenté récemment, après avoir diminué ces dernières années, pourrait avoir des effets analogues. Quant aux éléments plus généraux de la demande, on est fondé à penser que la consommation privée augmente actuellement à un rythme un peu plus rapide, si l'on tient compte de l'évolution des salaires et de la progression considérable des envois de fonds des émigrants. D'ailleurs, la forte augmentation des exportations vers l'étranger a, d'ores et déjà, entraîné un accroissement de la production de certaines industries. Si les dépenses courantes et le déficit budgétaire¹ se maintiennent au même niveau élevé, leur effet expansionniste serait plus grand que dans les années précédentes.

11. D'après les données provisoires dont on dispose à ce jour sur les résultats budgétaires pour 1963, les recettes des impôts directs et indirects étaient respectivement supérieures de 7,5 % et de 7,2 %, à celles de 1962. Les « dépenses ordinaires » ont augmenté de 7,1 %. D'après les mêmes données provisoires, les « dépenses extraordinaires » ont progressé seulement de 4,3 % contre une augmentation de 20,1 % en 1962 (entrent dans cette catégorie, des crédits affectés aussi bien à la défense qu'aux investissements).

12. Le budget de 1964 n'est pas facile à interpréter, puisque, comme les budgets précédents, il semble sous-évaluer largement les recettes ordinaires : les recettes prévues au titre des impôts indirects pour le nouvel exercice, sont plus faibles que les recettes effectivement perçues à ce titre en 1960 et inférieures de près de 26 % à celles de 1963; les prévisions concernant le produit des impôts directs paraissent également très basses. Les prévisions de dépenses totales sont inférieures aux réalisations de 1962; mais, tandis que les dépenses civiles courantes ont été assez voisines des prévisions ces dernières années, les autres dépenses ont souvent dépassé très largement les chiffres prévus au budget. Par comparaison avec les prévisions initiales de l'année dernière, celles qui ont été portées pour 1964 font apparaître une augmentation des dépenses totales de 4,5 % et une hausse de 3,2 % des recettes ne provenant pas de l'emprunt; il est prévu un

1. Total des dépenses moins les recettes autres que les emprunts de l'État.

recours accru à l'emprunt, et dans une plus grande proportion sur les marchés extérieurs.

13. De nouvelles mesures visant à réformer le régime fiscal ont été adoptées au cours des deux dernières années. Une des modifications les plus importantes consiste en ce que la plupart des impôts directs seront désormais assis sur les revenus réels; dans le passé, ils étaient calculés d'après les revenus «normaux», c'est-à-dire les revenus moyens présumés pour chaque catégorie de contribuables. A la suite de cette importante modification des méthodes d'évaluation de l'impôt, on peut s'attendre qu'à l'avenir le rendement des impôts directs soit plus sensible aux variations du revenu national. La loi révisée concernant l'impôt sur les revenus salariaux relève sensiblement le plafond du revenu non imposable dans la plupart des cas. Enfin, plusieurs amendements apportés à la législation fiscale visent à encourager le réinvestissement des bénéficiaires et à stimuler les investissements dans les régions moins développées et dans les secteurs jugés particulièrement importants, par exemple, pour des projets compris dans le Plan de développement. On ne dispose pas d'estimations de l'incidence probable de ces diverses réformes sur les rendements globaux des impôts.

BALANCE DES PAIEMENTS

14. Le déficit extérieur inhabituel de la zone escudo en 1961 était dû, en grande partie, à certains facteurs exceptionnels. La disparition de ces facteurs l'année suivante, ainsi que les emprunts de l'État à l'étranger, a compensé la baisse antérieure des réserves officielles. Celles-ci ont augmenté de 35 millions de dollars en 1963, et légèrement encore jusqu'au mois de juin 1964, époque où elles ont atteint le niveau très satisfaisant de 836 millions de dollars environ. Une caractéristique importante de la balance des paiements en 1963 a été l'augmentation considérable des recettes provenant du tourisme et des envois de fonds des émigrants, qui a à peu près compensé l'accroissement du déficit de la balance commerciale. On peut s'attendre à ce que ces postes continuent à augmenter dans l'avenir, devenant ainsi graduellement un important élément de la balance des paiements du Portugal. L'excédent du commerce des provinces d'outre-mer¹ vis-à-vis des pays étrangers, après avoir fortement baissé en 1962, a un peu augmenté l'an dernier mais il est resté bien inférieur à la moyenne des années 1957-61. Cet excédent dépend évidemment des disponibilités et des cours mondiaux de certains produits de base. Étant donné toutefois la politique portugaise visant à favoriser le développement économique des provinces d'outre-mer, leurs importations en provenance de l'étranger devraient

1. Comme l'indique le Tableau 5, les provinces d'outre-mer enregistrent un excédent appréciable au titre de leurs opérations invisibles avec l'étranger. Les chiffres figurant dans ce tableau reflètent une amélioration en ce qui concerne le champ couvert et la classification; certaines rubriques ne sont pas rigoureusement comparables à celles des années précédentes.

avoir nettement tendance à augmenter dans les prochaines années; il semble donc assez probable qu'en moyenne, leur excédent commercial diminuera. Quant aux mouvements de capitaux, ils se sont de nouveau soldés en 1963 par un excédent appréciable quoique bien inférieur au chiffre exceptionnellement élevé de l'année précédente. Le montant net des entrées de capitaux privés à long terme a continué de s'accroître mais tant les entrées de capitaux publics que le solde des mouvements à court terme ont diminué.

TABLEAU 5. BALANCE DES PAIEMENTS DE LA ZONE ESCUDO

En millions de dollars.

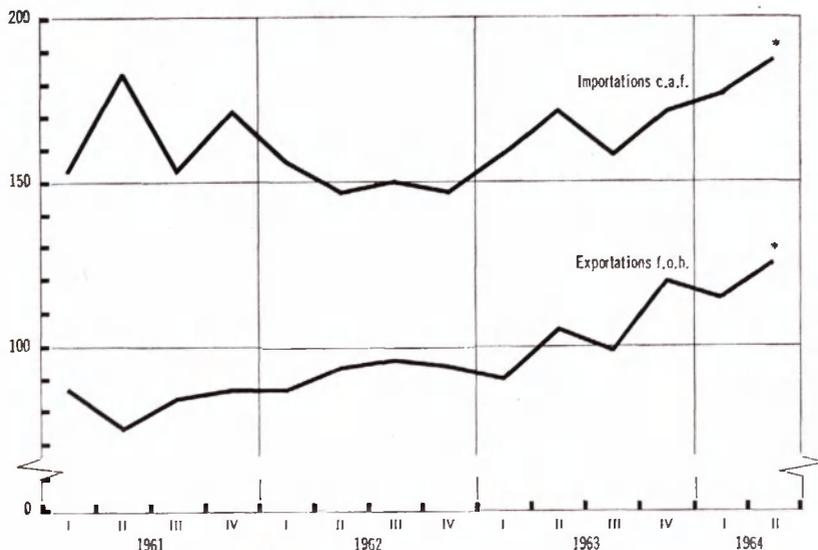
	1961		1962		1963	
	1 ^{er} SEM.	2 ^e SEM.	1 ^{er} SEM.	2 ^e SEM.	1 ^{er} SEM.	2 ^e SEM.
I. OPÉRATIONS COURANTES						
A. Métropole						
1. Importations (f.o.b.)	247,1	278,5	211,7	244,8	229,9	279,3
2. Exportations (f.o.b.)	111,2	146,7	130,3	163,8	136,5	189,2
3. Balance commerciale	-135,9	-131,8	-81,4	-81,0	-93,4	-90,1
4. Transport	-13,5	-18,9	-16,6	-11,4	-14,7	-16,9
5. Voyages à l'étranger	2,3	11,0	9,4	16,0	14,7	26,5
6. Autres services	-13,4	-0,3	-4,1	13,9	-3,0	0,8
7. Transferts unilatéraux privés	17,4	23,8	23,2	27,3	30,7	37,8
8. Balance des paiements courants ...	-143,1	-116,2	-69,5	-35,2	-65,7	-41,9
B. Provinces d'Outre-mer						
9. Importations	40,1	61,2	72,5	76,5	70,1	78,9
10. Exportations	89,2	96,3	79,3	83,9	78,0	+94,8
11. Balance commerciale	+49,1	+35,1	+6,8	+7,4	+7,9	+15,9
12. Transferts et services (nets)	5,2	25,4	26,3	29,3	27,1	35,5
13. Balance des paiements courants ...	+54,3	+60,5	+33,1	+36,7	+35,0	+51,4
(A+B) BALANCE TOTALE DES PAIEMENTS COURANTS DE LA ZONE ESCUDO...	-88,8	-55,7	-36,4	+1,5	-30,7	+9,5
II. OPÉRATIONS EN CAPITAL, SECTEURS NON MONÉTAIRES						
14. Capitaux privés à long terme	+0,4	35,4	15,9	30,3	25,0	29,4
15. Capitaux privés à court terme	-0,8	20,9	12,7	14,4	-12,7	19,4
16. Capitaux publics	-8,2	8,8	58,2	+4,2	5,5	15,1
17. Total (14 à 16)	-8,6	65,1	86,8	48,9	17,8	63,9
III. SECTEURS MONÉTAIRES : TOTAL						
18. Institutions privés	18,1	-14,1	-9,2	2,7	-2,8	-25,9
19. Institutions centrales	88,8	2,9	-42,0	-51,7	15,5	-49,2
dont :						
20. Réserves en or et en devises (augmen- tation = -)	97,2	4,8	-45,6	-65,1	31,5	-64,2
IV. ERREURS ET OMISSIONS	-9,5	1,8	0,8	-1,4	0,2	1,7

Source : Banque du Portugal.

15. Les importations du Portugal ont repris, en 1963, leur progression momentanément interrompue l'année précédente. En valeur, les importations ont augmenté de 11 % en 1963, et pour les cinq premiers mois de 1964, l'augmentation était de 15 % environ par rapport au niveau de la période correspondante de 1963. Les importations de produits alimentaires ont marqué une augmentation substantielle; bien qu'elles ne représentent toujours que moins de 10 % du total, leur part relative a semblé en voie de s'accroître ces dernières années. Les importations de matières premières pour l'industrie textile ont aussi augmenté fortement, ce mouvement correspondant à l'accroissement des exportations de produits textiles finis et semi-finis. En général, les importations des autres matières premières se sont accrues légèrement. Ceci est également valable pour les importations de biens d'équipement, dont l'augmentation n'a été que de 5 % en 1963 et de 6,5 % pendant les quatre premiers mois de 1964.

Graphique 3. COMMERCE EXTÉRIEUR
CHIFFRES TRIMESTRIELS (corrigés des variations saisonnières)

Millions de dollars
des E.U.



* Avril-Mai.

Source : Indicateurs Économiques de l'O.C.D.E.

16. Les exportations dont la tendance avait été incertaine pendant plusieurs années, se sont considérablement accrues dans les derniers temps; de 11 % en 1962, de 14 % en 1963 et de 26 % environ pendant les cinq premiers mois de 1964, par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Les quantités disponibles et les prix à l'exportation de quelques produits de base, qui composent encore une large

part des exportations totales, expliquent, en partie, cette expansion; ce mouvement pourrait certes facilement se renverser, bien que quelques progrès aient été réalisés quant à l'exportation de ces produits à un stade plus élaboré. Pour 45 % environ du total, l'accroissement des exportations, l'année dernière, était dû aux textiles, qui continuent à gagner du terrain dans plusieurs marchés importants. Cette évolution encourageante pourrait cependant se heurter à différents obstacles. Par exemple, le Portugal a conclu récemment des accords régularisant les exportations de textiles de coton vers le Royaume-Uni et les États-Unis. D'où l'importance supplémentaire d'une plus grande diversification des exportations portugaises.

II. QUELQUES PROBLÈMES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

LA MAIN D'ŒUVRE

17. A son stade actuel de développement, l'économie portugaise ne peut pas offrir de possibilités d'emploi suffisantes à la population en âge de travailler; c'est pourquoi l'émigration a été relativement importante depuis longtemps; elle s'est beaucoup accrue récemment, surtout à destination de la France et, dans une moindre mesure, vers d'autres pays-membres en Europe. Les chiffres du Tableau 6 ne traduisent qu'en partie ce nouveau courant, parce que dans une très grande mesure il a été clandestin¹; on peut toutefois s'attendre à ce

TABLEAU 6. ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE

En milliers.

	MOY- ENNE 1951- 55	MOY- ENNE 1956- 60	1960	1961	1962	1963
1. Augmentation naturelle de la population	106,1	112,0	118,9	118,0	123,3	114,1
2. Émigration	49,0	43,0	40,9	24,8	49,2	45,7
3. Vers les pays étrangers .	36,9	30,7	30,5	31,7	31,9	37,3
4. Vers les provinces d'outre- mer	12,1	12,3	10,4	—6,9 ¹	17,3	8,4
5. Augmentation de la population résidente	57,1	69,0	78,0	93,2	74,1	68,4

1. Excédent des retours sur les départs.

Sources : Memorandum du Portugal à l'O.C.D.E. et Institut National de Statistique.

1. Selon les statistiques officielles, quelque 6.400 travailleurs sont allés en France en 1962. Cependant, les autorités françaises ont octroyé 12.900 permis de travail permanents à des ressortissants portugais. Leur nombre est monté à 24.800 en 1963 et, pour le premier trimestre de 1964, il était d'environ 6.800. Voir « Statistiques du travail et de la Sécurité Sociale », Ministère du Travail, France.

que ce mouvement se fasse progressivement selon des modalités plus normales, étant donné que plusieurs accords bilatéraux ont été conclus récemment à ce sujet. L'émigration vers les pays de l'Europe occidentale devrait se poursuivre à un rythme élevé pendant quelques années. Ceci aurait des avantages évidents pour les recettes invisibles du Portugal et devrait aussi atténuer davantage la pression du sous-emploi, particulièrement dans l'agriculture. Mais l'augmentation de l'émigration souligne le besoin fondamental d'un accroissement rapide du potentiel productif du Portugal dans le secteur industriel et agricole.

LE PLAN DE DÉVELOPPEMENT

18. Tels étaient précisément les objectifs du Second Plan de développement (1959-1964). Les dépenses d'exécution du Plan dans la métropole, après avoir diminué en 1962, ont augmenté légèrement pendant l'an dernier sans atteindre, toutefois, le niveau de 1960-61. Le financement du quart environ de ces dépenses continue d'être assuré par le budget, les autres sources importantes de financement étant les caisses de la Sécurité Sociale, les établissements de crédit et les fonds privés; la part des crédits étrangers a beaucoup augmenté et était de 20 % en 1963. Les chiffres résumés au tableau 7 montrent que l'électricité, les transports et les communications ont régulièrement absorbé plus de la moitié des dépenses totales, sauf en 1960 et 1961, où l'installation d'une usine sidérurgique a gonflé le chiffre

TABLEAU 7. EXÉCUTION DU PLAN DE DÉVELOPPEMENT 1959-1964

En millions d'escudos.

	1959 ¹	1960 ¹	1961 ¹	1962		1963		1964
	DÉPENSES RÉELLES			PRÉ- VI- SIONS	DÉ- PEN- SES RÉ- ELLES	PRÉ- VI- SIONS	DÉ- PEN- SES RÉEL- LES ²	PRÉ- VI- SIONS
1. Agriculture et sylviculture ...	420	423	470	720	501	752	657	783
2. Pêche	77	117	127	125	153	122	93	117
3. Industries extractives et manu- facturières	846	1.753	1.714	1.084	1.051	1.099	880	1.247
4. Électricité	927	1.043	1.155	1.081	1.307	445	1.233	1.339
5. Transports et communications	838	1.082	994	1.646	1.268	1.710	1.500	2.015
6. Recherche et enseignement technique	82	131	131	119	104	96	92	40
7. Total	3.190	4.549	4.591	4.775	4.384	4.224	4.455	5.541

1. Chiffres révisés.

2. Chiffres provisoires.

Source : Memorandum du Portugal à l'O.C.D.E.

relatif à l'industrie manufacturière; cette dernière est, depuis, revenue à un niveau qui semble plutôt bas. Tous les nouveaux projets industriels importants ne sont pas nécessairement inscrits dans le Plan, mais, comme on l'a indiqué plus haut, la tendance des investissements industriels paraît avoir été assez faible. On estime que l'installation d'un certain nombre d'usines pour l'assemblage sur place de voitures, camions et tracteurs de divers types, a entraîné l'investissement de 500 à 600 millions d'escudos, ce qui représente une partie assez importante des investissements totaux dans l'industrie. (Ces projets n'entrent pas dans le cadre du Plan.)

19. Les prévisions relatives aux investissements à exécuter en 1964 — dernière année du Deuxième Plan de Développement — impliquent une augmentation substantielle par rapport aux dépenses effectives de 1963 (+ 24 %). Il importe que ces prévisions soient réalisées dans toute la mesure du possible; étant donné d'autre part, les tendances actuelles de l'économie, il serait très souhaitable qu'une accélération des dépenses d'investissement donne une impulsion générale à l'activité économique. On estime que, cette année, plus de 30 % des dépenses prévues dans le cadre du Plan seront financées par des crédits de l'étranger. Les estimations accrues concernant les investissements dans les transports et communications comprennent des montants importants pour la construction du pont sur le Tage. Les estimations relatives aux industries extractives et manufacturières représentent un accroissement considérable par rapport au faible niveau de 1963. Enfin, il est à noter que, pour certains types d'investissements financés par des fonds publics (recherche et enseignement technique, notamment), les estimations pour 1964 sont simplement la différence entre les estimations totales pour la période du Plan et l'ensemble des dépenses effectuées jusqu'à 1963; il est donc probable que ces chiffres seront révisés.

20. Une réalisation encourageante de l'année dernière a été l'augmentation des investissements dans l'agriculture, bien que les prévisions du Plan n'aient pas été atteintes; après avoir été retardée pendant longtemps par des obstacles juridiques relatifs aux modifications apportées aux droits de propriété, une première partie de l'important projet d'irrigation de la région d'Alentejo est maintenant en voie d'exécution, financée en partie par des crédits du secteur public allemand. Cette région se trouve dans la partie méridionale du Portugal, où des méthodes de culture extensive et les grandes propriétés prédominent. L'existence de grands domaines dans les régions du centre et du sud fait que 1 % des exploitations agricoles couvre 50 % environ de l'ensemble des terres arables du Portugal¹. En revanche, dans les provinces du Nord (et dans quelques régions du Sud), les fermes familiales prévalent et sont, en moyenne, d'une superficie très faible.

1. Ces estimations ne tiennent compte que des terres affectées aux cultures de plein champ.

On considère que le Sud présente le plus de possibilités pour un développement de la production et de l'emploi agricoles. Les travaux d'irrigation entrepris actuellement ne constituent qu'un début, eu égard aux besoins d'investissements pour exploiter les possibilités offertes; de tels investissements devraient être complétés par l'introduction coordonnée d'autres mesures de politique agricole et de réformes¹. Pour les autres régions, on estime que les principales possibilités de développement agricole se trouvent dans les cultures légumières et fruitières, l'élevage et la sylviculture. Certains projets en ce sens sont en préparation ou déjà en cours d'exécution, par exemple, le développement de cultures fruitières dans certaines provinces de l'ouest.

LE PLAN D'INVESTISSEMENTS POUR 1965-67

21. Le Gouvernement a décidé d'élaborer, pour faire suite au plan actuel de six ans, un plan d'investissement d'une durée plus courte, et d'un caractère intérimaire. Cette décision a été basée sur le fait qu'il est difficile de prévoir, pour une longue période, quelques paramètres d'une importance certaine pour le développement à long terme de l'économie portugaise — notamment l'évolution future de l'intégration économique européenne, les problèmes posés par l'intégration économique à l'intérieur de la zone escudo, et l'évolution future des dépenses militaires. Toutefois, les projections générales établies par les experts portugais couvrent l'ensemble de la période allant jusqu'à 1973, c'est-à-dire tant le plan intérimaire pour 1965-67 que le « Troisième Plan de Développement » qui doit suivre en principe. Indépendamment des travaux économiques de caractère général, des études sur des secteurs particuliers ont été entreprises par les services officiels, en étroite collaboration avec les milieux privés intéressés. Aucune décision générale n'a encore été annoncée par les autorités, en ce qui concerne tant le volume total et la composition des investissements envisagés, que les lignes principales de la politique de développement à suivre pendant les trois prochaines années. Les quelques indications données ci-après sont fondées sur des travaux préparatoires à l'échelon des experts.

22. Selon les prévisions globales pour la période 1965-67, le volume du produit intérieur brut doit augmenter de 6,5 % par an. Les taux de croissance seraient de : 10,4 % pour l'industrie, 4,7 % pour les services et 1,2 % seulement pour le secteur primaire. L'emploi total augmenterait de 16.000 personnes par an, mais on prévoit d'importants transferts de main-d'œuvre de l'agriculture vers les autres secteurs (28.000 personnes par an). En 1967, le secteur primaire occuperait

1. Ces problèmes sont exposés dans le rapport « Les faibles revenus dans l'agriculture », publié par l'O.C.D.E. en 1964 ; ce rapport consacre un chapitre à chaque pays Membre.

38 % de la main-d'œuvre et fournirait 19 % du produit intérieur. Les secteurs secondaire et tertiaire emploieraient chacun 31 % de la main-d'œuvre et produiraient respectivement 44 % et 37 % du P.I.B.

23. Ces projections comportent un important élément de relèvement; on estime en fait que le taux global de croissance, et en particulier la croissance du secteur secondaire, devrait avoir retrouvé en 1967 les tendances enregistrées avant le ralentissement relatif qui s'est amorcé en 1961. Une fois cet objectif atteint, il faudra choisir entre les différentes hypothèses de croissance qui ont été élaborées pour la période allant jusqu'à 1973. On prévoit que, pendant toute la période de neuf ans couverte par les projections, l'industrie manufacturière, la construction et le tourisme seront les principaux secteurs dynamiques de l'économie.

24. Les projections relatives à la production pour 1965-67 exigent, estime-t-on, une progression annuelle de 8,5 % des investissements fixes qui représenteraient ainsi 19 % des dépenses nationales en 1967. La consommation privée augmenterait un peu moins que les dépenses totales de la nation — soit, de 6 % par an — et la consommation du secteur public, de 4,75 %. On ne prévoit pas pour cette période de changement notable dans la balance des paiements courants. Tant les importations que les exportations augmenteraient de 8,3 % par an, ce qui se traduirait par une légère détérioration de la balance des biens et services.

III. CONCLUSIONS

25. L'augmentation de la production non-agricole s'est nettement ralentie pendant les deux dernières années, en raison notamment des mesures prises pour éviter l'apparition des tendances inflationnistes qui auraient résulté de l'accroissement considérable des dépenses militaires. La situation a changé depuis l'automne de 1963, la production industrielle s'étant accrue à une cadence relativement rapide. La demande extérieure de biens et services devient plus active, le volume des travaux publics paraît s'être accru et l'on est fondé à penser que la consommation privée progresse graduellement, soutenue par plusieurs facteurs, comme le niveau plus élevé de l'emploi, l'augmentation des salaires et les transferts de fonds des émigrants. Les investissements productifs dans l'industrie semblent reprendre par rapport au faible niveau de ces dernières années, mais leur cadence n'est sans doute pas encore assez élevée.

26. La politique économique à court terme doit donc affronter le problème du maintien de la stabilité financière pendant une période où des dépenses militaires élevées peuvent coïncider avec une augmentation plus rapide d'autres facteurs de la demande, mais elle doit aussi encourager une utilisation suffisante de la capacité de production et

promouvoir un taux d'investissements soutenu, le plus élevé possible. Étant donné le niveau actuel de la production et de la consommation par habitant, ainsi que les vastes besoins de développement économique et de création d'emplois auxquels doit faire face le Portugal, il est indispensable que les autorités prennent toutes les mesures possibles pour empêcher la réapparition de tendances déflationnistes. Au cours des mois à venir il sera particulièrement important à cet égard d'assurer la réalisation effective des prévisions pour 1964 du Plan de Développement.

27. La solution des difficiles problèmes qui se posent ainsi à la politique économique est facilitée par l'assez forte augmentation, récemment enregistrée, des exportations, des recettes touristiques et des envois de fonds des émigrants. De plus, les réserves officielles en or et en devises se situent à un niveau relativement très élevé. Par conséquent, la situation de la balance des paiements est telle que le Portugal a largement la possibilité de suivre une politique visant à intensifier la production industrielle et les investissements.

28. Une telle politique est indispensable pour le développement économique à long terme. Pour la préparation du nouveau plan d'investissements pour la période 1965-67, les Autorités portugaises tireront certainement parti de l'expérience acquise dans l'exécution du Plan de Développement 1959-1964. Il semble notamment que les objectifs d'investissements devraient se situer à un niveau plus élevé, qu'il faudrait s'efforcer d'éviter tout retard grave lors de l'exécution du Plan, et que les pouvoirs publics devraient jouer un rôle beaucoup plus actif que dans le passé pour promouvoir le développement économique. Il faudra certainement que les pouvoirs publics prennent les dispositions qui s'imposent pour que soient menés à bien dans l'agriculture les investissements importants et les réformes, sans lesquels ce secteur prépondérant de l'économie continuera à retarder le progrès économique général. Une intervention analogue est également nécessaire dans l'industrie, où l'esprit d'entreprise et les innovations productives sont encore trop souvent insuffisants.

29. L'ampleur et la nature des mesures propres à favoriser le développement industriel devraient être l'objet d'un examen attentif. Tout d'abord se pose le problème de la répartition optimale des fonds budgétaires, ou contrôlés par l'État, entre les travaux publics au sens large du terme et les investissements directement productifs. Une assez grande concentration des efforts dans les domaines de l'énergie électrique, des transports, etc. était probablement nécessaire pendant le premier et le second Plans de Développement; actuellement, on serait probablement justifié à faire porter davantage l'effort sur les investissements dans les industries manufacturières (et le tourisme). En second lieu, le mode de sélection des projets les plus importants pourrait être amélioré. De plus, il est évidemment indispensable de veiller à ce que les mesures visant à faciliter le progrès industriel

n'aboutissent pas à une protection excessive de l'industrie portugaise; elles devraient plutôt, viser à rendre l'industrie suffisamment concurrentielle, à l'intérieur comme sur le plan international.

30. Les autorités portugaises envisagent actuellement d'adopter diverses mesures en vue de perfectionner les dispositions existantes dans le domaine de la monnaie et du crédit. Ces mesures devront embrasser les conditions d'octroi de crédit à court, moyen et long terme, la révision et la réglementation des services et opérations des bourses de valeurs, la révision des dispositions réglementant les investissements de capitaux étrangers, la définition du régime des opérations de crédit à l'exportation, la réglementation de l'exercice des fonctions de crédit de la part des institutions parabancaires et, également, dans le domaine de la politique de la conjoncture, la centralisation des risques bancaires et la promotion d'une politique d'octroi de crédits bancaires plus adaptée aux nécessités du développement. L'expérience des dernières années a prouvé la nécessité de telles réformes qui devraient faciliter la gestion à court terme de l'économie et, en même temps, encourager l'utilisation la plus adéquate des ressources disponibles pour le financement du développement économique.

31. Une telle orientation de la politique économique devrait certes améliorer l'efficacité de la production intérieure et des investissements. A long terme, cependant, le taux d'accroissement du produit national dépendra évidemment de la part qui peut être actuellement consacrée aux investissements productifs. Dans ce rapport il a été indiqué que les circonstances économiques actuelles, et en particulier l'état de la balance des paiements, semblent permettre une certaine augmentation des investissements malgré la ponction importante exercée par les dépenses militaires sur les ressources nationales. Si, néanmoins, les besoins militaires devaient continuer à absorber une proportion élevée des ressources pendant longtemps encore, le taux réalisable des investissements, ainsi que le développement du produit national, serait proportionnellement plus faible.

PAGE BLANCHE

ANNEXE STATISTIQUE

TABLEAU I. PRODUIT NATIONAL ET DÉPENSES DE LA NATION

En millions d'escudos.

	AUX PRIX COURANTS				AUX PRIX DE 1958			
	1960	1961	1962	1963 ¹	1960	1961	1962	1963 ¹
1. Consommation privée	52.764	56.598	55.959	...	51.368	55.027	53.540	...
2. Consommation publique	8.250	10.924	12.049	12.889	8.002	10.534	11.410	11.591
3. Formation brute de capital fixe	12.535	13.512	13.654	14.563	12.285	13.136	13.039	13.787
4. Variations des stocks	-243	+1.995	+1.550	...	-301	+1.138	+1.544	...
5. Exportations des biens et services	12.282	12.386	14.991	...	12.024	12.076	15.275	...
6. Moins importations de biens et services	16.724	21.217	19.306	...	16.208	20.305	19.110	...
7. PRODUIT NATIONAL BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ	68.864	74.198	78.897	...	67.170	71.606	75.698	...
8. PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ	63.608	68.434	72.551	75.818	62.072	66.047	69.689	71.654
9. Agriculture, sylviculture et pêche	16.178	16.261	17.530	17.379	15.781	15.560	17.333	17.097
10. Industrie et construction	24.246	25.984	27.173	28.351	23.789	25.643	26.425	27.465
11. Services	23.184	26.189	27.848	30.088	22.502	24.844	25.931	27.092

1. Chiffres provisoires.

Source : Mémorandum adressé par le Portugal à l'O.C.D.E.

TABLEAU II. CONSOMMATION ET INVESTISSEMENT

En millions d'escudos.

	AUX PRIX COURANTS				AUX PRIX DE 1958			
	1960	1961	1962	1963 ¹	1960	1961	1962	1963 ¹
A. DÉPENSES DES CONSOMMATEURS EN BIENS ET SERVICES	52.764	56.598	55.959	...	51.368	55.027	53.540	...
1. Denrées alimentaires	24.584	25.135	26.895	...	23.829	25.105	26.147	...
2. Loyers	2.380	2.597	2.790	...	2.239	2.335	2.439	...
3. Autres biens et services	25.800	28.866	26.274	...	25.300	27.587	24.954	...
B. DÉPENSES COURANTES DE L'ÉTAT EN BIENS ET SERVICES	8.250	10.924	12.049	12.889	8.002	10.534	11.410	11.591
1. Militaires	2.684	4.710	5.550	6.200	2.603	4.542	5.256	5.576
2. Civiles	5.566	6.214	6.499	6.689	5.399	5.992	6.154	6.015
C. FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	12.535	13.512	13.654	14.563	12.285	13.136	13.039	13.787
i) Ventilation par secteurs :								
1. Entreprises privées	10.319	11.062	10.947	11.583	10.085	10.734	10.415	10.900
2. Entreprises publiques	708	823	892	857	707	810	872	834
3. État	1.508	1.627	1.815	2.123	1.493	1.583	1.752	2.053
ii) Ventilation par produits :								
1. Locaux d'habitation	2.097	2.400	2.488	2.653	2.012	2.212	2.200	2.247
2. Autres bâtiments	4.459	4.920	5.224	5.693	4.392	4.805	5.060	5.524
3. Matériel de transport	1.681	1.562	1.641	1.479	1.654	1.544	1.597	1.431
4. Matériel divers	4.298	4.630	4.301	4.738	4.227	4.575	4.182	4.585

1. Chiffres provisoires.

Source : Mémorandum adressé par le Portugal à l'O.C.D.E.

NOTES AUX TABLEAUX I ET II

1. Les données de comptabilité nationale concernant le Portugal sont en principe établies selon les concepts et définitions du « Système normalisé de comptabilité nationale » (O.E.C.E. 1958), et l'Institut national de Statistique a fait des efforts considérables afin de les améliorer. Il subsiste toutefois dans la documentation statistique de base un certain nombre de lacunes et de faiblesses dont se ressent l'exactitude des séries des comptes nationaux. Ces problèmes statistiques sont expliqués en détail dans l'étude « O Rendimento Nacional Português, Estudos N° 34 », Institut National de Statistique, Lisbonne 1960. Il semble que l'évolution des prix et des volumes qu'indiquent certaines données de comptabilité nationale figurant dans les tableaux I et II soit fortement influencée par ces problèmes statistiques.

2. En ce qui concerne la consommation privée, seules les données relatives aux dépenses alimentaires et aux loyers sont fondées sur des estimations séparées. Les dépenses afférentes aux autres biens et services sont calculées par différence; mais cette méthode donne des résultats particulièrement contestables en raison des lacunes des statistiques de la balance des paiements mentionnées ci-après. D'après les tableaux, la consommation privée — à l'exclusion des dépenses alimentaires et des loyers — a augmenté de 9 % en volume en 1960 et 1961 et a baissé de près de 10 % en 1962. Ces taux sont tous sujets à caution. Ainsi, suffisamment d'indices confirment que les impôts institués en juillet 1961 ont influé sur la consommation de certaines catégories de produits manufacturés. Mais la baisse apparente en 1962 (de 9 % aux prix courants) semble trop importante pour qu'on puisse la considérer comme une approximation raisonnable sans autres preuves statistiques.

3. Cette baisse pourrait être attribuée à une sur-estimation des exportations de biens et de services qui, selon les données indiquées, auraient augmenté de 21 % aux prix courants et de 26 % à prix constants en 1962. Il faut noter que les comptes nationaux visent le continent portugais, zone pour laquelle on ne dispose pas d'estimations satisfaisantes des transactions extérieures. Les statistiques existantes de la balance des paiements comprennent des données relatives aux transactions de la métropole (continent portugais et îles avoisinantes) avec les pays étrangers. Des ajustements sont opérés pour tenir compte du commerce de marchandises entre le Portugal d'une part et les îles avoisinantes et les provinces d'Outre-mer d'autre part. Mais on ne dispose pas de données statistiques sur les autres transactions courantes entre les diverses parties de la zone escudo. Il est donc évident que les statistiques de la comptabilité nationale ne rendent compte qu'incomplètement de la situation.

TABLEAU III. PRODUCTION AGRICOLE

	BASE OU UNITÉ	MOYENNE 1953-57	1958	1959	1960	1961	1962	1963 ¹
1. Blé	1.000 tons	667	809	623	492	430	645	505
2. Seigle, orge et avoine	"	386	454	330	250	236	347	316
3. Maïs	"	432	425	487	466	632	591	517
4. Riz	"	160	149	163	151	177	173	164
5. Pommes de terre	"	1.119	1.087	866	1.041	1.056	894	1,076
6. Vin	1.000 hectolitres	11.160	8.585	8.924	11.458	7.420	15.268	12.015
7. Huile d'olive	"	883 ²	673	1.000	942	1.257	580	926
8. Bétail	1.000 tons	82	92	92	88	95	108	101
9. Bovins	"	36	37	41	39	43	49	46
10. Ovins et caprins	"	11	11	11	12	12	13	13
11. Porcs	"	35	44	40	37	40	46	42
12. Pêche débarquée	"	299	326	308	340	360	361	281 ³

1. Chiffres provisoires.

2. Moyenne 1952-57.

3. Non compris la morue.

Source : Institut National de Statistique.

TABLEAU IV. RÉPARTITION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES D'APRÈS LEUR SUPERFICIE¹

	NORD	CENTRE	SUD (NON COMPRIS FARO)	FARO	TOTAL PORTUGAL
NOMBRE DES EXPLOITATIONS					
Total (en milliers).....	562,4	146,8	55,8	36,1	801,0
En % :					
- 1 ha.....	51,9	57,4	22,6	33,1	50,0
1 - 5 ha.....	39,8	34,4	32,8	40,3	38,3
5 - 10 ha.....	6,0	4,4	13,5	14,4	6,6
10 - 50 ha.....	2,3	3,2	21,8	11,8	4,2
50 - 200 ha.....	—	0,5	6,1	0,5	0,6
200 ha et plus.....	—	0,1	3,2	—	0,3
SUPERFICIE ¹					
Total (1.000 ha).....	1.189,7	516,4	2.217,7	191,1	4.114,9
En % :					
- 1 ha.....	10,9	7,1	0,3	2,9	4,3
1 - 5 ha.....	45,9	23,3	2,2	20,1	18,3
5 - 10 ha.....	21,3	9,4	2,6	20,4	9,6
10 - 50 ha.....	19,9	19,7	13,4	45,7	17,7
50 - 200 ha.....	1,7	13,5	15,8	8,1	11,1
200 ha et plus.....	0,3	27,0	65,7	2,8	39,0

1. Superficie de terres arables.

Source : « Les Faibles Revenus dans l'Agriculture », O.C.D.E., 1964, Chapitre sur le Portugal.

TABLEAU V. INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ¹

	INDICES ANNUELS (1958=100)					INDICES MENSUELS (1953=100)						
	1959	1960	1961	1962	1963	1962	1963	1963				1964
								1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	1 ^{er}
								TR.	TR.	TR.	TR.	TR.
CORRIGÉS DES VARIATIONS SAISONNIÈRES												
1. Indice Général (Industries extractives et manufacturières et électricité)...	106	116	127	134		181	188	182	190	185	194	196
2. Industries extractives	106	95	106	105		66	59	60	57	60	57	63
3. Industries manufacturières	105	116	128	134		180	185	177	188	183	192	191
4. Denrées alimentaires et boissons.	104	115	120	117		143	144	139	143	141	153	151
5. Textiles, vêtements et chaussures	100	108	115	121		158	168	159	165	172	177	171
6. Bois, liège et ameublement	108	119	123	124		154	151	156	149	135	163	157
7. Chimie et pétrole	108	121	123	135		179	191	216	199	177	171	203
8. Produits minéraux non métalliques	105	114	130	140		192	195	180	202	202	196	222
9. Métallurgie, industries mécaniques et électriques.....	106	113	140	153		214	218	185	226	229	231	209
10. Autres industries manufacturières	113	135	146	153		231	242	223	239	235	271	254
11. Électricité	112	122	135	145		277	308	306	310	312	304	346

1. Les indices annuels (revisés) couvrent un champ beaucoup plus étendu que les indices mensuels.

Source : Association Industrielle Portugaise.

TABLEAU VI. AUTRES INDICATEURS DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

	1959	1960	1961	1962	1963	1963				1964
						1 ^{er} TR.	2 ^e TR.	3 ^e TR.	4 ^e TR.	1 ^{er} TR.
TOURISME (milliers) :										
1. Nuitées de touristes étrangers ¹	1.110	1.246	1.334	1.358	1.845	278	480	786	301	292
2. Nombre de touristes étrangers	296	353	380	463	516	...	...	...	...	...
CONSTRUCTION (Continent) :										
3. Logements achevés (milliers)	24	25	28	28	27	6	7	7	7	7

1. Dans les établissements hôteliers.

Source : Institut National de Statistique.

TABLEAU VII. PRIX ET SALAIRES

	BASE	1959	1960	1961	1961	1963	1963				1964
							1 ^{er} TR.	2 ^e TR.	3 ^e TR.	4 ^e TR.	1 ^{er} TR.
1. INDICES DES PRIX DE GROS ¹	1953=100	99	102	102	103	103	103	104	102	103	104
<i>dont</i> :											
2. Biens manufacturés.....	»	93	94	96	99	96	96	96	96	96	96
3. Produits alimentaires	»	105	109	106	107	111	111	113	108	111	112
4. INDICE DES PRIX AU DÉTAIL ¹	»	107	109	111	115	117	117	116	115	119	119
<i>dont</i> :											
5. Produits alimentaires	»	108	111	110	113	115	117	115	112	117	121
6. INDICE DES SALAIRES INDUSTRIELS ¹	1961=100	...	...	...	107	112	111	112	113	114	115
7. INDICE DES SALAIRES AGRICOLES :											
Masculins.....	1953=100	105	114	119	140	148	141	157	150	145	154
Féminins	»	106	113	119	137	142	134	148	145	141	144

1. Lisbonne.

Source : Institut National de Statistique, Banque du Portugal et Statistiques Générales de l'O.C.D.E.

TABLEAU VIII. STATISTIQUES MONÉTAIRES ET BANCAIRES

Milliards d'escudos, fin de période.

	1959	1960	1961	1962				1963				1964
				1 ^{er} TR.	2 ^e TR.	3 ^e TR.	4 ^e TR.	1 ^{er} TR.	2 ^e TR.	3 ^e TR.	4 ^e TR.	1 ^{er} TR.
BANQUE DU PORTUGAL :												
1. Crédits et avances	2,5	3,4	5,5	4,7	4,8	4,9	4,8	4,4	4,7	5,0	5,2	4,5
2. Avoirs en or et en devises étrangères...	20,7	20,6	18,1	17,7	19,1	21,6	22,4	22,4	21,9	22,4	23,5	23,9
3. Billets en circulation	13,9	14,8	17,1	16,6	16,7	16,9	17,9	17,4	17,7	18,3	19,3	19,1
4. Autres engagements à vue en monnaie nationale	10,0	9,9	7,3	6,5	7,9	9,9	8,4	8,4	9,4	8,8	9,0	9,1
BANQUES COMMERCIALES :												
5. Portefeuille de valeurs mobilières	2,7	3,4	3,4	3,4	3,4	3,8	3,3	3,3	3,4	3,8	4,1	3,9
6. Crédits et avances	18,7	20,9	20,5	21,0	20,5	21,5	22,7	23,8	24,0	25,1	26,9	27,1
7. Dépôts (8+9)	23,4	26,9	25,5	25,2	25,6	26,8	29,8	30,8	31,5	33,2	36,7	36,7
8. Dépôts à vue	19,1	20,9	19,2	18,6	18,6	19,3	21,4	21,6	21,6	22,6	26,2	25,5
9. Dépôts à terme	4,3	6,0	6,3	6,6	7,0	7,5	8,4	9,2	9,9	10,6	10,5	11,2
BANQUE NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT :												
10. Portefeuille de valeurs mobilières	—	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,8
11. Avances	—	2,3	3,0	3,0	3,0	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3	3,2	3,4
CAISSES D'ÉPARGNE :												
12. Crédits et avances	9,1	9,6	10,7	10,9	10,7	10,7	11,2	11,2	11,3	11,6	11,8	11,7
13. Dépôts (ensemble)	13,0	13,5	13,3	13,6	13,8	13,9	14,3	14,7	15,0	15,0	15,3	15,7
DISPONIBILITÉS MONÉTAIRES :												
14. Total (15+16)	45,1	48,2	48,0	47,5	48,7	51,5	51,9	52,7	54,8	55,3	59,1	58,9
15. Circulation fiduciaire	12,5	13,1	15,2	15,5	15,4	15,9	16,0	16,1	16,4	16,8	17,0	17,5
16. Dépôts à vue ¹	32,6	35,1	32,8	32,0	33,3	35,6	35,9	36,6	38,4	38,5	42,1	41,4
MARCHÉ DES CAPITAUX												
17. Rendement des titres d'État (en %) ² ...	3,45	3,46	3,81	3,82	...	...	4,10	4,14	4,18	4,22	4,20	4,04
18. Cours des actions industrielles (4 ^e tr. 1952 = 100) ³	166	172	154	150	141	136	135	139	138	149	151	156

1. Dépôts du Gouvernement inclus.

2. Moyennes mensuelles, F.M.I.

3. Sociétés métropolitaines.

Source : Banque du Portugal.

TABLEAU IX. COMMERCE EXTÉRIEUR PAR GROUPES DE PRODUITS

En millions d'escudos.

	1960	1961	1962	1963	1962	1963	1964
	1 ^{er} TRIMESTRE						
A. IMPORTATIONS							
1. Animaux vivants, viande et poisson	349	441	369	451	46	38	54
2. Produits agricoles	1.208	1.579	1.326	1.823	264	315	384
<i>dont</i> : — céréales	280	669	624	636	149	79	134
— graines oléagineuses	362	343	299	527	30	72	78
3. Produits des industries alimentaires, boissons et tabac	742	818	831	829	143	155	197
4. Produits pétroliers, charbon et produits minéraux	1.784	1.985	2.022	2.064	413	379	460
5. Produits chimiques, matières plastiques et caoutchouc	1.854	2.000	1.879	2.153	376	430	532
6. Matières et articles textiles	2.121	2.600	2.616	3.109	668	865	969
<i>dont</i> : — laine brute	200	180	165	198	36	31	70
— coton brut	1.041	1.251	1.226	1.328	373	519	471
— jute et sisal bruts	168	337	321	478	73	103	150
— fibres artificielles	301	376	451	567	89	104	138
7. Métaux et produits métalliques	2.146	2.642	1.912	2.012	391	389	457
<i>dont</i> : — fer et acier	1.603	1.956	1.228	1.293	247	259	307
8. Équipement et appareillage	2.733	3.004	3.115	3.331	765	716	750
<i>dont</i> : — appareils de radio et télévision	186	186	108	166	20	34	37
9. Matériel de transport	1.450	2.495	1.668	1.715	253	210	170
<i>dont</i> : — navires	222	1.106	—	277	—	—	—
— automobiles et leurs pièces détachées	985	1.116	1.125	1.002	210	157	107
10. Divers	1.340	1.240	1.125	1.228	223	231	322
11. TOTAL IMPORTATIONS	15.636	18.791	16.863	18.715	3.542	3.728	4.295
B. EXPORTATIONS							
1. Huile d'olive	82	86]	279	104	85	24	31
2. Conserves de poissons	1.048	1.190	1.199	1.105	222	244	263
3. Vin	723	772	784	877	129	159	202
4. Produits minéraux	719	553	508	552	119	93	144
5. Produits chimiques	754	614	503	936	118	157	184
<i>dont</i> :							
6. Colophane et résine	505	302	353	422	60	93	79
7. Pneumatiques et chambres à air	132	124	114	120	25	26	29
8. Bois et produits en bois	568	551	510	562	113	121	115
9. Liège brut	694	610	658	719	168	175	165
10. Produits en liège	762	766	773	853	169	192	232
11. Pâtes à papier et papier	145	112	193	333	46	54	93
12. Matières et articles textiles	1.979	2.010	2.645	3.253	543	490	806
<i>dont</i> :							
13. Fil de coton	308	369	463	510	123	45	110
14. Tissus de coton	911	788	985	1.056	199	153	237
15. Vêtements en coton, etc.	179	165	233	422	37	49	105
16. Produits de sisal et jute	173	243	337	481	74	124	137
17. Équipement et appareillage	241	220	288	313	56	60	68
18. Divers	1.561	1.765	2.178	2.250	348	391	516
19. TOTAL EXPORTATIONS	9.408	9.373	10.632	11.986	2.141	2.186	2.848

Source : Institut National de Statistique.

TABLEAU X. ÉCHANGES EXTÉRIEURS ET RÉSERVES

	UNITÉ OU BASE	1959	1960	1961	1962	1963	1963				1964	
							1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	1 ^{er}	2 ^e
							TR.	TR.	TR.	TR.	TR.	TR.
COMMERCE EXTÉRIEUR : (moyennes mensuelles)												
1. Importations c.a.f.	Millions de dollars des E.U.	40	45	54	49	54	43	57	50	67	50	61
<i>dont :</i>												
En provenance des provinces d'Outre-mer	»	6	7	7	5	8	7	8	6	9	8	9
2. Exportations f.o.b.	»	24	27	28	31	35	25	34	32	48	33	41
<i>dont :</i>												
Vers les provinces d'Outre-mer	»	7	7	6	7	8	6	9	8	11	8	
3. Solde (1-2)	»	-16	-18	-27	-18	-20	-18	-23	-18	-19	-17	-20
4. Volume des importations ...	Indices ¹	—	100	125	113	130	127	136	132	126	147	...
5. Volume des exportations ...	»	—	100	105	122	132	122	143	119	144	149	...
6. RÉSERVES OFFICIELLES EN OR ET EN DEUISES (fin de période) ²	Millions de dollars des E.U.	808	794	692	792	827	782	768	782	827	830	836

1. Base : trimestre correspondant de 1960=100.

2. Non compris la tranche or du F.M.I. (15 millions de dollars).

Sources : Institut National de Statistique et Statistiques Générales de l'O.C.D.E.

O.E.C.D. SALES AGENTS

DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'O.C.D.E.

ARGENTINA - ARGENTINE

Editorial Sudamericana S.A.,
Aلسina 500, BUENOS AIRES.

AUSTRALIA - AUSTRALIE

B.C.N. Agencies Pty, Ltd.,
62 Wellington Parade, East, MELBOURNE, C.2.

AUSTRIA - AUTRICHE

Gerald & Co., Graben 31, WIEN 1.
Sub-Agent: GRAZ: Buchhandlung Jos. A. Kienreich, Sackstrasse 6.

BELGIUM - BELGIQUE

N.V. Standaard-Boekhandel,
Huidevelterstraat 57, ANVERS.
BRUXELLES: Librairie des Sciences (R. Stoops),
76-78, Coudenberg.

BRAZIL - BRÉSIL

Livraria Agir Editora,
Rua Mexico 98-B, RIO DE JANEIRO.

CANADA

Queen's Printer - Imprimeur de la Reine,
OTTAWA.

Prepayment of all orders required.
Les commandes sont payables d'avance.

DENMARK - DANEMARK

Ejnar Munksgaard Forlag, Nørregade 6,
KOBENHAVN K.

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 2,
HELSINKI.

FRANCE

Bureau des Publications de l'O.C.D.E.,
2, rue André-Pascal, PARIS (16^e).

Principaux sous-dépôtaires :

PARIS : Presses Universitaires de France,
49, bd Saint-Michel, 5^e
Librairie de Médecis, 3, rue de Médecis, 6^e
Sciences Politiques (Lib.), 30, rue Saint-Guillaume, 7^e
La Documentation Française, 16, rue Lord Byron, 8^e

BORDEAUX : Mollat.

GRENOBLE : Arthaud.

LILLE : Le Furet du Nord.

LYON II : L. Demorlière.

MARSEILLE : Maupetit.

STRASBOURG : Berger-Levrault.

GERMANY - ALLEMAGNE

Deutscher Bundes-Verlag G.m.b.H.
Postfach 9380, 53 BONN
Sub-Agents: BERLIN 62: Elwert & Meurer.
MÜNCHEN: Hueber. HAMBURG: Reuter-
Klöckner; und in den massgebenden Buchhand-
lungen Deutschlands.

GREECE - GRECE

Librairie Kauffmann, 21, rue du Stade, ATHÈNES.

ICELAND - ISLANDE

Snæbjörn Jónsson & Co, h.f., Hafnarstræti 9,
P.O. Box 1131, REYKJAVIK.

INDIA - INDE

International Book House Ltd.,
9 Ash Lane, Mahatma Gandhi Road, BOMBAY 1.
Oxford Book and Stationery Co.:
NEW DELHI, Scindia House.
CALCUTTA, 17 Park Street.

IRELAND - IRLANDE

Eason & Son, 40-41 Lower O'Connell Street,
DUBLIN.

ISRAEL

Blumstein's Bookstores Ltd.,
35 Allenby Road, and 48 Nahlah Benjamin St.,
TEL-AVIV.

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni
Via La Marmora 45, FIRENZE.
Via Paolo Mercuri 19/B, ROMA. Corso Cavour 93,
BARI.

Sous-Dépôtaires : GENOVA: Libreria Di
Stefano. MILANO: Libreria Hæpli. NAPOLI:
Libreria L. Cappelli. PADOVA: Libreria Zannoni.
PALERMO: Libreria C. Cicola Inguaggiato. ROMA:
Libreria Rizzoli, Libreria Tombolini. TORINO:
Libreria Lattes.

JAPAN - JAPON

Maruzen Company Ltd.,
6 Tori-Nichome Nihonbashi, TOKYO.

MOROCCO - MAROC

Éditions La Porte, Aux Belles Images,
281, avenue Mohammed V, RABAT.

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

Wholesale Agent: Meulenhoff & Co., N.V. Impor-
teurs, Beulingstraat, 2, AMSTERDAM C.
Principal Retailer: W.P. Van Stockum & Zoon,
Buitenhof 36, DEN HAAG.

NEW ZEALAND - NOUVELLE ZÉLANDE

Government Printing Office,
20 Molesworth Street (Private Bag), WELLINGTON
and Government Bookshops at
Auckland (P.O.B. 5344)
Christchurch (P.O.B. 1721)
Dunedin (P.O.B. 1104)

NIGERIA

University Bookshop Nigeria Ltd.,
University College, IBADAN.

NORWAY - NORVÈGE

A/S Bokhjornet, Lille Grensen 7, OSLO.

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65, The Mall, LAHORE 3.

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70, LISBOA.

SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD

Van Schaik's Book Store Ltd.,
Church Street, PRETORIA.

SPAIN - ESPAGNE

Mundi Prensa, Castelló 37, MADRID.
Libreria Bastinos de José Bosch, Pelayo 52,
BARCELONA 1.

SWEDEN - SUEDE

Fritzes, Kungl. Hovbokhandel,
Fredsgatan 2, STOCKHOLM 16.

SWITZERLAND - SUISSE

Librairie Payot, 40, rue du Marché, GENÈVE,
et à LAUSANNE, NEUCHÂTEL, VEVEY,
MONTREUX, BERNE, BALE et ZURICH.

TURKEY - TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu,
ISTANBUL et 12 Ziya Gökalp Caddesi, ANKARA.

UNITED KINGDOM and CROWN COLONIES - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, LONDON,
S.E.1.
Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM,
BRISTOL, MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA

McGraw-Hill Book Company, O.E.C.D.-Unit,
TMIS Annex, 351 West 41st Street,
NEW YORK 36, N.Y.

YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Marsala Tita, 23, P.O.B. 36,
BEOGRAD.

Les commandes provenant de pays où l'O.C.D.E. n'a pas encore désigné de dépositaire
peuvent être adressées à :

O.C.D.E., Bureau des Publications, 2, rue André-Pascal, Paris (16^e).

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to
O.E.C.D., Publications Office, 2, rue André-Pascal, Paris (16^e).

PUBLICATIONS DE L'O.C.D.E.
2, rue André-Pascal, PARIS XVI^e
Dépôt légal n° 1.214. Sept. 1964.
N° 17.874



IMPRIMÉ EN FRANCE

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

L'O.C.D.E. publie chaque année une série d'études économiques par pays.

La nouvelle série 1963-1964 comprendra des études sur les pays suivants.

ALLEMAGNE *
AUTRICHE *
CANADA *
DANEMARK *
ESPAGNE *
ÉTATS-UNIS *
FRANCE *
GRÈCE *
IRLANDE *
ISLANDE *
ITALIE *
JAPON *
NORVÈGE *
PAYS-BAS *
PORTUGAL *
RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
FÉDÉRATIVE DE YOUGOSLAVIE *
ROYAUME-UNI *
SUÈDE *
SUISSE *
TURQUIE *
U.E.B.L. *

* déjà paru

Prix par fascicule : F 3 FS 3 DM 2,50 5 s. US \$ 0,80

Abonnement à la série complète : F 42 FS 42 DM 35 £ 3 3 s. US \$ 10